

Metz le 21 septembre 2023

## **Compte-rendu du Comité Social d'Administration** **Local (CSAL) du 19 septembre 2023**

### **1) Modalités de mise en œuvre et date des ponts naturels en 2024**

Deux dates ont été retenues par le DDFIP pour 2024, les vendredis 16 août et 27 décembre.

Quid du vendredi 10 mai ? Le ministre a interdit aux DDFIP d'octroyer ce pont dans les services d'accueil de la DGFIP. Il demande même de veiller à ce qu'il y ait une présence significative dans les services les 6, 7 et 10 mai 2024.

Pourquoi ce revirement entre la doctrine 2023 et 2024 ? Simplement parce que Gabriel Attal était fort mécontent que la quasi-totalité des accueils de la DGFIP soient fermés le vendredi 19 mai 2023 et que le taux de décroché téléphonique ait chuté en dessous de 2 % des appels entrants pour cette journée.

Le ministre serait-il fort marri que sa vitrine ministérielle ne soit pas étincelante ? Solidaires Finances Publiques estime que les agents sont en droit d'avoir une journée de repos dans cette campagne IR, GMBI, e-contacts, etc. qui a été interminable.

Nos hiérarques estiment que le retard pour la Banque de France dans les SGC, l'accumulation des e-contacts dans les SIP, etc. mettent en difficultés les services après ce pont.

Accessoirement qui supprime des emplois à tour de bras à la DGFIP ? Qui a mis en place GMBI sans concertation ? Qui a désorganisé les services ?

Solidaires Finances Publiques a demandé à ce que l'accueil soit fermé au public et que les agents qui souhaitent faire le pont ou prendre la semaine du 6 mai puissent le faire.

Le DDFIP n'a pas donné suite à notre demande.

Bon courage aux différents chefs de services pour justifier le refus des congés. Dixit le DDFIP « il n'y aura pas d'analyse sur les refus de congés ».

### **2) Présentation du bilan social incluant les données relatives au tableau de bord de veille sociale 2022 et à l'observatoire interne**

Des pages de statistiques pour nous expliquer le fonctionnement de notre DDFIP 57. Mais chacun d'entre vous le vit au quotidien. On est de moins en moins nombreux (1151 en 2022 contre 1164 en 2021), les effectifs réellement disponibles dans les services sont de 994,12 ETP en 2022, le nombre de jours de maladie a augmenté (19 578 en 2022 contre 16 567,5 en 2021), de plus en plus de services en sous effectif important, le nombre d'heures écrêtées sur les pointeuses représente 2,5 ETP, hausse du nombre de départs à la retraite (70 pour 2023 contre 60 en 2021), etc.

Solidaires Finances Publiques a regretté que la direction locale renvoie des crédits (environ 65 000 €) à Bercy en 2021. Nous estimons que cet argent aurait dû profiter aux collègues de la Moselle.

Nous avons demandé quelle était la quote-part de la Direction du Contrôle Fiscal Est dans le budget de gestion du bâtiment de la rue des Clercs. Le DDFIP semblait surpris de la question. Nous lui avons rappelé que son prédécesseur avait dû signer une convention avec son alter-ego de la DCF Est. Nous serions déçus si les efforts

d'économies de fluides et d'espace de bureaux ne reposaient que sur les agents de la DDFIP 57.

### **3) Présentation du bilan de la campagne IR 2023**

On peut toujours camoufler la misère de l'état des services, mais cette campagne a été plus que catastrophique. Campagne IR avec la particularité de la convention fiscale Franco-Luxembourgeoise, GMBI, etc. Les journaux TV, presse écrite, réseaux sociaux, etc. se sont fait le relai de nos difficultés. Notre DG a été invité sur le plateau de BFM pour justifier nos errements.

Est-ce que la leçon a été retenue pour la campagne des avis Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants et Taxe d'Habitation Secondaire de novembre 2023 ? La DG va-t-elle impulser des directives et des décisions claires pour la campagne 2024 (qui a déjà démarré pour les acomptes des frontaliers luxembourgeois) ? Bercy va-t-il anticiper la mise en place que la Taxe sur les Logements Vacants au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ?

Beaucoup de questions et aucune réponse à ce jour.

### **4) Présentation des résultats du contrôle fiscal**

Entre 2019 et 2022, les résultats du contrôle fiscal se sont nettement améliorés sur de nombreux points. Ces bons résultats sont le fruit d'un contrôle orienté mais masquent d'autres domaines laissés en friche. Bilan du Datamining sur le contrôle des entreprises, dont celles qui sont à cheval sur deux pays ? Situation des effectifs dans la sphère du contrôle fiscal ? Bilan de la formation initiale pour les vérificateurs ? Pourquoi un tel turn-over et le peu d'appétence pour cette mission ?

### **5) Licenciement de l'agent Berkani de la Trésorerie de Phalsbourg**

Malheureusement ce n'est pas la première fois, que nous sommes obligés d'étudier la situation d'une « victime collatérale » des réorganisations de notre ministère. Encore une fois, cela touche la population la plus fragile de notre direction.

### **6) Questions diverses**

– Transformation des emplois des services techniques fléchés « entretien » en « services communs »

L'externalisation de la mission de nettoyage à une société privée, interdit à la direction de recruter des personnels d'entretien. Elle requalifie donc ces deux emplois.

– Avancement des travaux de réflexion sur la réorganisation des services de la rue des Clercs

Le sujet est tellement vaste, que nous rédigerons un compte rendu annexe.

– Situation des permanences sur le département

Par manque de personnels pour faire fonctionner leur propre service, plusieurs chefs ont décidé de ne plus autoriser leurs agents à effectuer des permanences délocalisées. Le DDFIP a rappelé que ces accueils se faisaient sur la base d'agents volontaires, et souligné l'obligation des EDR d'y participer.

– Situation des services fonciers du département

Solidaires Finances Publiques a alerté la direction sur l'état des services fonciers de la Moselle. La gestion des Taxes d'Urbanisme n'est toujours pas assurée, le logiciel SURF (suivi des permis de construire) est totalement en roue libre, les effectifs ont fondu comme neige au soleil, etc.

– Mise en place d'une pointeuse à la cité administrative

Suite à la demande de Solidaires Finances Publiques, la direction étudie la faisabilité de remettre une pointeuse dans le hall de cité pour les collègues du SIE de Metz.